



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/23
4 juin 2009

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Cinquante-huitième réunion
Montréal, 6 - 10 juillet 2009

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ONUDI
DE L'ANNEE 2009**

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRETARIAT DU FONDS

1. L'ONUDI demande au Comité exécutif d'approuver la somme de 2 080 823 \$ US, plus des coûts d'appui de 156 062 \$ US, pour les amendements à son programme de travail de 2009.

2. Les activités proposées dans les amendements du programme de travail de 2008 de l'ONUDI sont présentées dans le tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Amendements au programme de travail de l'ONUDI

Pays	Activité/Projet	Somme demandée (\$ US)	Somme demandée (\$ US)
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE			
A1. Activités supplémentaires de préparation de projet pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC : (PGEH) :			
Algérie	Financement supplémentaire pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC	65 000	65 000
Cameroun	Financement supplémentaire pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC	65 000	65 000
	Total partiel de la section A1 :	130 000	130 000
A2. Préparation de projet de PGEH (élément investissement) :			
République islamique d'Iran	Préparation pour des activités d'investissement dans le secteur de la climatisation résidentielle et des compresseurs	45 000	45 000
Mexique	Préparation pour des activités d'investissement dans les secteurs de la fabrication en réfrigération, des solvants et des aérosols	250 000	250 000
Nigeria	Préparation pour des activités d'investissement dans les secteurs de la fabrication en réfrigération	50 000	50 000
République arabe syrienne	Préparation pour des activités d'investissement dans les secteurs de la fabrication en réfrigération	60 000	60 000
Thaïlande	Préparation pour des activités d'investissement dans les secteurs des solvants pour la climatisation, des solvants et des mousses de polystyrène extrudé	130 000	130 000
Tunisie	Préparation pour des activités d'investissement dans le secteur des mousses en polyuréthane	65 000	65 000
Turquie	Préparation pour des activités d'investissement dans le secteur de la fabrication et des mousses en polyuréthane	300 000	300 000
	Total partiel de la section A2 :	900 000	900 000
A3. Préparation pour le bromure de méthyle			
République d'Iraq	Préparation de projet pour l'élimination du bromure de méthyle dans les fumigènes	40 000	40 000
	Total partiel de la section A3 :	40 000	40 000
SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
B1. Projet de prorogation des institutions :			
Mexique	Projet de prorogation des institutions (Phase IX)	247 000	*
République arabe syrienne	Projet de prorogation des institutions (Phase IV)	203 823	*
Turquie	Projet de prorogation des institutions (Phase IV)	260 000	*
	Total partiel de la section B1 :	710 823	*
B2. Assistance technique :			
Globale	Mobilisation des ressources visant les avantages climatiques connexes associés à l'élimination des HCFC	300 000	*
	Total partiel de la section B2 :	300 000	
Total pour les sections A et B		2 080 823	1 070 000

Coûts d'appui d'agence (7,5 pour cent pour la préparation de projet et le renforcement des institutions, et autres activités de plus de 250 000 \$ US, et 9 pour cent pour les autres activités de moins de 250 000 \$ US) :	156 062	80 250
Total :	2 236 885	1 150 250

*Pour examen individuel ou en instance.

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE

A1. Activités supplémentaires de préparation de projet pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC

Algérie : Financement supplémentaire des plans de gestion de l'élimination des HCFC : 65 000 \$ US

Cameroun : Financement supplémentaire des plans de gestion de l'élimination des HCFC : 65 000 \$ US

Description du projet

3. L'ONUDI a présenté une demande pour des fonds supplémentaires de 65 000 \$ US chacun pour l'Algérie et le Cameroun respectivement. Le Comité exécutif a déjà approuvé un montant de 85 000 \$ US pour chaque pays pour la préparation du PGEH. La demande est présentée parce que les deux pays ont déclaré dans l'Article 7 des données pour 2007 qui indiquent une consommation de HCFC-141b en plus de leur consommation de HCFC-22.

Observations du Secrétariat du Fonds

4. Le Secrétariat reconnaît que ces demandes sont conformes à la décision 56/16 où les pays qui ne consommaient que du HCFC-22 pouvaient présenter des demandes de financement supplémentaire pour la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC lorsque les données révèlent une consommation de HCFC-141b ou d'autres HCFC pour la fabrication. Les données déclarées par ces deux pays en vertu de l'Article 7 pour l'année 2007 tel que l'indique le tableau ci-dessous viennent appuyer cette demande :

Pays	Consommation de HCFC selon l'Article 7 (2007) (tonnes PAO)		
	HCFC-22	HCFC-141b	Total
Algérie	6,6	5,5	12,1
Cameroun	8,8	2,79	10,2

Recommandation du Secrétariat du Fonds

5. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des demandes de financement supplémentaire pour la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC en Algérie et au Cameroun, au niveau de financement indiqué au tableau 1 ci-dessus.

A2. Préparation de projet supplémentaire pour l'élément investissement du PGEH

Pays		(\$ US)
République islamique d'Iran	Préparation pour des activités d'investissement du PGEH (secteur de la climatisation résidentielle et des compresseurs)	45 000
Mexique	Préparation pour des activités d'investissement du PGEH (secteurs de la fabrication d'équipements de réfrigération, des solvants et des aérosols)	250 000

Nigeria	Préparation pour des activités d'investissement du PGEH (secteur de la fabrication d'équipements de réfrigération)	50 000
République arabe syrienne	Préparation pour des activités d'investissement du PGEH (secteur de la fabrication d'équipements de réfrigération)	60 000
Thaïlande	Préparation pour des activités d'investissement du PGEH (secteurs des solvants pour la climatisation , des solvants et des mousses de polystyrène extrudées)	130 000
Tunisie	Préparation pour des activités d'investissement du PGEH (secteur des mousses de polyuréthane)	65 000
Turquie	Préparation pour des activités d'investissement du PGEH (secteurs des mousses de polyuréthane et de la fabrication)	300 000

Description du projet

6. L'ONUDI a demandé des fonds supplémentaires pour la préparation d'activités d'investissement des sept pays indiqués ci-dessus qui ont déjà eu du financement approuvé pour la préparation du PGEH. Dans sa présentation, l'ONUDI a fourni des renseignements de base sur la consommation de HCFC au pays et les secteurs où des HCFC sont utilisés, ainsi que sur la façon dont ces plans sectoriels seront raccordés à un PGEH complet, en particulier pour les pays où plusieurs agences participent à la mise en oeuvre. Les renseignements à l'appui de chaque demande sont présentés dans l'amendement au programme de travail de l'ONUDI joint au présent document.

Observations du Secrétariat

7. Le Secrétariat a examiné la présentation de l'ONUDI en détail et demandé des explications le cas échéant. Lors de l'examen, le Secrétariat a trouvé que les renseignements présentés par l'ONUDI pour chacun des pays de la liste ci-dessus et le financement demandé concordent avec la décision 56/16. Il prend aussi note que l'ONUDI a consulté d'autres agences pour ces pays, où elles collaborent à la préparation d'un PGEH pour certains pays, et qu'on s'entend très bien sur le partage des responsabilités de chaque agence.

Recommandation du Secrétariat

8. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des demandes de préparation des activités d'investissement des pays suivants : Iran, Mexique, Nigeria, République arabe syrienne, Thaïlande, Tunisie et Turquie, au niveau de financement indiqué au tableau 1 du présent document.

A3. Préparation de projet pour le bromure de méthyle

République d'Iraq : Préparation de projet pour l'élimination du bromure de méthyle dans les fumigènes : 40 000 \$ US

Description du projet

9. Au nom du gouvernement de la République d'Iraq, l'ONUDI a présenté une demande de préparation de projet visant l'élimination du bromure de méthyle en Iraq. Le projet vise à éliminer la totalité de la consommation de bromure de méthyle au pays d'ici 2015. L'ONUDI a indiqué que les fonds demandés seront employés pour préparer le plan national d'élimination du bromure de méthyle du pays et qu'aucun financement supplémentaire ne sera demandé pour ce secteur plus tard.

Observations du Secrétariat

10. L'ONUDI présente à la présente réunion le plan national d'élimination (PNE) pour la République d'Iraq. Le plan indique que le bromure de méthyle n'est pas inclus dans les activités proposées, parce que le gouvernement a indiqué qu'il doit accorder la priorité à l'élimination des CFC étant donné le court laps de temps qu'a le pays pour respecter les objectifs de conformité.

11. Dans sa présentation, l'ONUDI a indiqué que, selon un sondage national effectué récemment dans le cadre de la préparation du PNE, la consommation de bromure de méthyle à des fins réglementées au cours des trois dernières années a été en moyenne de 10,67 tonnes PAO. Le bromure de méthyle est utilisé pour le traitement des dattes après la récolte et pour la fumigation des sols. L'ONUDI indique qu'il peut y avoir d'autres utilisations après récolte du bromure de méthyle pour le traitement de certains produits, et qu'on pourrait retrouver pendant l'exercice de la préparation de projet une légère consommation associée à la production de légumes.

12. En discutant de ce projet avec l'ONUDI, le Secrétariat a été informé que les fonds demandés pour la préparation de projet serviront à préparer l'ensemble du plan visant l'élimination du bromure de méthyle avant 2015.

Recommandations du Secrétariat

13. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale de cette demande de financement au niveau indiqué au tableau 1 du présent document, pourvu que le plan national d'élimination qui en découle constitue l'élimination finale du bromure de méthyle en République d'Iraq, et qu'aucun autre financement pour la préparation de projets visant le bromure de méthyle ne soit approuvé pour le pays.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL

B1. Projet de prorogation des institutions :

Mexique (Phase IX) : 247 000 \$ US

République arabe syrienne (Phase IV) : 203 823 \$ US

Turquie (Phase IV) : 260 000 \$ US

Description du projet

14. L'ONUDI a présenté les demandes de prorogation des projets de renforcement des institutions au Mexique, en République arabe syrienne et en Turquie (liste ci-dessus). Les descriptions des demandes pour ces pays sont présentées à l'annexe 1 du présent document.

Observations du Secrétariat du Fonds

15. Le Secrétariat du Fonds a examiné les rapports finals du RI et les plans d'action présentés par l'ONUDI au nom de ces pays afin d'appuyer les demandes de prorogation, et déterminé que les rapports étaient en ordre et qu'ils concordaient avec les exigences de ces projets. Tous ces pays sont entièrement en conformité avec les objectifs du Protocole de Montréal pour 2007, et les données présentées dans le cadre de la présentation de rapports pour les programmes de pays en 2008 sont également conformes cette année. Ces présentations viennent complètement appuyer les demandes de ces pays pour une prorogation de deux ans de ces institutions, conformément aux pratiques habituelles.

16. A la 57^e réunion, le Comité exécutif a décidé dans le cadre de la décision 57/36 b) de, notamment, « continuer à financer les demandes de renouvellement des projets de RI jusqu'à la fin décembre 2010, aux niveaux actuels, en attendant la résolution finale de cette question par le Comité exécutif à sa 58^e réunion ». Le Secrétariat souligne aussi que le document réémis pour le financement du RI au-delà de 2010 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/48) fera l'objet de discussion dans le cadre du point 10 de l'ordre du jour. Cela étant, le Secrétariat demande au Comité de lui indiquer si ces demandes de renouvellement pourraient être financées pour la totalité des deux années, selon la pratique habituelle en ce qui a trait aux niveaux de financement actuels, étant donné que les dates d'achèvement de la phase demandée vont au-delà de décembre 2010.

17. En ce qui a trait au renouvellement du RI de la Turquie, le Secrétariat prend note de la demande du gouvernement de la Turquie visant à transférer le projet de renforcement des institutions de la Banque Mondiale à l' ONUDI, avec la demande de renouvellement présentée à la présente réunion.

Recommandation du Secrétariat

18. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner ces demandes en fonction de la décision 57/36 b). Après leur approbation, le Comité exécutif peut aussi souhaiter présenter aux gouvernements de ces pays les observations figurant à l'annexe I du présent document.

B2. Assistance technique

Globale : Mobilisation des ressources pour l'élimination des HCFC et avantages climatiques connexes : 300 000 \$ US

Description du projet

19. L'ONUDI a présenté à la 57^e réunion une demande pour un projet d'assistance technique visant à mobiliser les ressources afin de maximiser les avantages climatiques de l'élimination des HCFC, à un niveau de financement de 300 000 \$ US. Cette demande est présentée par l'ONUDI pour examen à la présente réunion. La proposition comprend une note de concept qui décrit les objectifs et les activités, ainsi que les résultats attendus de ce projet.

20. Selon la proposition, le projet élaborera des concepts et des méthodologies permettant de calculer les coûts supplémentaires à assumer par le Fonds multilatéral, qui pourraient correspondre à l'introduction de solutions de remplacement ou de pratiques produisant des avantages climatiques connexes. Ces coûts supplémentaires seraient pour la plupart liés à l'amélioration de l'efficacité énergétique pendant la fabrication et par la suite permettraient d'accroître l'efficacité énergétique des équipements pendant l'exploitation. L'étude portera sur la façon dont ces coûts supplémentaires seront couverts, par exemple par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) par le truchement d'une facilité spéciale dans le Fonds multilatéral, afin de permettre d'approuver davantage de projets d'élimination avec avantages climatiques connexes sans nuire aux fonds limités dans le cadre de la reconstitution actuelle des fonds.

21. Les avantages attendus de cette assistance technique comprennent : a) une méthodologie permettant de calculer les coûts supplémentaires à assumer si l'on tient entièrement compte des avantages climatiques d'une technologie en particulier lors de la sélection de solutions de remplacement des HCFC, et b) une méthodologie qui examinera les avantages climatiques connexes découlant de la gestion appropriée et de la destruction des SAO indésirables. L'ONUDI prévoit aussi appliquer ces

méthodologies à deux de ses projets pilotes en Jordanie et à un projet de démonstration proposé pour la destruction des SAO.

22. Le tableau ci-dessous montre la répartition des 300 000 \$ US demandés par l'ONUDI :

Consultants internationaux	72 000
Consultants nationaux	48 000
Déplacements	30 000
Équipements	100 000
Gestion, surveillance et formation	50 000
Total	300 000

Observations du Secrétariat

23. Les lignes directrices pour la préparation du PGEH convenues dans la décision 54/39 comprenaient une provision pour les pays visés par l'Article 5 afin d'évaluer les incitatifs financiers et les occasions de co-financement de leur PGEH finals, ce qui pourrait aider à assurer que l'élimination des HCFC entraîne des avantages conformément au paragraphe 11 b) de la décision XIX/6 des Parties.

24. Le Secrétariat prend note que les résultats de l'étude proposée par l'ONUDI peut aider les pays à examiner leurs options de co-financement alors que la préparation des PGEH est en cours dans plus d'une centaine de pays visés par l'Article 5. En outre il prend aussi note qu'il n'existe aucune directive du Comité exécutif sur la façon dont seront calculés les avantages climatiques de l'élimination des HCFC, et si ces coûts pourraient être jugés comme des surcoûts par le Fonds multilatéral. Le Secrétariat prend aussi note que la proposition de l'ONUDI décrit l'élaboration de méthodologies permettant d'obtenir peut-être du co-financement du FEM.

25. En examinant les coûts proposés pour le projet, le Secrétariat a pris note que l'ONUDI avait inclus 100 000 \$ US pour des équipements dans son budget. Lors des explications données quant à l'ajout d'un élément équipements, l'ONUDI a informé le Secrétariat que la proposition comprend une mise en oeuvre pilote dans une ou deux entreprises afin de démontrer les méthodologies élaborées et les équipements requis pendant cette phase pilote. Le Secrétariat s'interroge sur la pertinence de ces équipements dans le contexte du projet de mobilisation des ressources.

26. À sa 57^e réunion, le Comité exécutif a discuté d'une facilité de revenu supplémentaire à partir de prêts et d'autres sources (UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/64), et décidé dans la décision 57/37 que le Secrétariat fournirait une analyse plus approfondie de cette facilité pour examen par le Comité à sa 58^e réunion. Le Secrétariat prend aussi note que la nouvelle présentation de cette proposition est en prévision de la décision finale pour cette facilité qui sera prise à la présente réunion, ce qui peut rendre possible le financement de la mobilisation des ressources.

Recommandation du Secrétariat

27. Le Comité exécutif peut souhaiter examiner cette proposition à la lumière des renseignements fournis ci-dessus, et lors de la discussion du point 11 de l'ordre du jour, Mécanismes de financement spéciaux destinés à garantir des revenus supplémentaires provenant de prêts et d'autres sources.

Annexe I

PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Mexique : Renouvellement du renforcement des institutions

Sommaire du projet et profil du pays	
Agence d'exécution :	ONUDI
Sommes déjà approuvées pour le renforcement des institutions (\$ US) :	
Phase I : juin 92	350 000
Phase II : Juillet 95	95 000
Phase III : octobre 96	190 000
Phase IV : juillet 98	190 000
Phase V : juillet 00	194 456
Phase VI : juillet 02	242 691
Phase VII : avril 05	247 000
Phase VIII : juillet 07	247 000
Total	1 756 147
Somme demandée pour le renouvellement (phase IX) (\$ US) :	247 000
Somme recommandée pour le renouvellement (phase IX) (\$ US) :	
Coûts d'appui à l'agence (\$ US) :	
Coût total du renforcement des institutions (phase IX) pour le Fonds multilatéral (\$ US) :	
Quantité équivalente de CFC éliminée à la phase IX du renforcement des institutions à 12,1 \$ US/kg (tonnes PAO) :	s.o.
Date d'approbation du programme de pays :	1989
Consommation de SAO déclarée dans le programme de pays (1989) (tonnes PAO) :	14 629,9
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :	
a) Groupe I de l'annexe (CFC) (moyenne 1995-1997)	4 624,9
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne 1995-1997)	124,6
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	62,5
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	56,4
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	1 130,8
Dernière consommation de SAO déclarée (2007) (tonnes PAO) en vertu de l'article 7 :	
a) Groupe I de l'annexe A (CFC)	-480,6
b) Groupe II de l'annexe A (halons)	0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)	79,1
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme)	0,1
e) Annexe E (bromure de méthyle)	894,6
f) Groupe I de l'annexe C (HCFC)	1 424,7
Total	1 917,9
Année des données déclarées de mises en oeuvre du programme de pays :	2008
Somme approuvée pour les projets (\$ US) :	85 174 469
Somme décaissée (en date de mai 2008) (\$ US) :	74 104 106
SAO à éliminer (tonnes PAO) :	4 762,7
SAO éliminées (en date de mai 2009) (tonnes PAO) :	3 982,3

1. Sommaire des activités et des sommes approuvées par le Comité exécutif :

Sommaire des activités		Montants approuvés (\$ US)
a)	Projets d'investissement :	75 141 458
b)	Renforcement des institutions :	1 756 147
c)	Préparation du projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements:	8 276 864
	Total :	85 174 469

Rapport périodique

2. Le programme d'activités relatif au Protocole de Montréal est un élément de l'engagement du Mexique à éliminer la consommation de SAO de manière contrôlée et rentable. Le Bureau national de l'ozone (UNO) fait partie du Secrétariat à l'Environnement et aux Ressources Naturelles (SEMARNAT) et collabore étroitement avec la General Directorate for Air Quality Management and Public Release and Transfer Registry. L'unité de l'ozone est le point central pour les activités du Protocole de Montréal. Les activités de l'UNO font partie du système gouvernemental appelé DAS-G. L'UNO coordonne principalement l'ensemble du programme du Protocole de Montréal au pays et prépare les mesures à adopter en matière de lois et de règlements par les instances gouvernementales responsables. Les principales réalisations de la Phase VIII en matière législative sont les suivantes : a) ratification de l'Amendement de Beijing et b) soutien constant visant l'amélioration de la mise en oeuvre du cadre législatif existant pour le processus d'élimination des SAO, offert aux parties intéressées grâce à un grand nombre de réunions de sensibilisation et de formation.

Plan d'action

3. L'UNO constitue le noyau de la structure de gestion des SAO. Elle a été constituée en tant qu'organe spécialisé au sein de SEMARNAT afin d'assurer l'exécution et le suivi de la stratégie d'élimination des SAO mise de l'avant dans le plan d'action du programme de pays. L'accès régulier de l'UNO aux principaux décideurs est assuré grâce à l'intégration du plan d'action de l'UNO au système gouvernemental appelé DAS-G et aux réunions du comité interministériel.

- L'UNO est responsable de la surveillance des données sur l'importation et la consommation de SAO et elle a établi à cette fin le système d'information et de surveillance SISSAO.
- L'UNO suivra en priorité la question de l'établissement de mesures visant à l'amélioration du contrôle des HCFC, le gel de la consommation de HCFC en 2013 et la réalisation de l'objectif de réduction de 10 % en 2015, conformément au calendrier d'élimination approuvé du Protocole de Montréal.
- Dans le cadre des projets d'élimination, il est prévu d'interdire l'importation de tétrachlorure de carbone (CTC) comme matière première et d'équipements et appareils avec CFC, et aussi d'éliminer le CTC comme agent de transformation.

République arabe syrienne : Renouvellement du renforcement des institutions

Sommaire du projet et du profil du pays	
Agence d'exécution :	ONUDI
Sommes déjà approuvées pour le renforcement des institutions (\$ US) :	
Phase I : juin 93	219 907
Phase II : mars 01	195 000
Phase III : avril 05	203 823
Total	618 730
Somme demandée pour le renouvellement (Phase IV) (\$ US) :	203 823
Somme recommandée pour le renouvellement (Phase IV) (\$ US) :	
Coûts d'appui d'agence (\$ US) :	
Coût total du renforcement des institutions (Phase IV) pour le Fonds multilatéral (\$ US) :	
Quantité équivalente de CFC éliminée en raison du renforcement des institutions (Phase IV) à 12,1 \$ US/kg (tonnes PAO) :	s.o.
Date d'approbation du programme de pays :	1991

Consommation de SAO déclarée dans le programme de pays (1991) (tonnes PAO) :	1 691,7
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :	
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne 1995-1997)	2 224,6
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne 1995-1997)	416,9
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	0
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	0
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	188,6
Dernière consommation de SAO déclarée (2007) (tonnes PAO) en vertu de l'article 7 :	
a) Groupe I de l'annexe (CFC)	282
b) Groupe II de l'annexe A (halons)	0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)	0
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme)	0
e) Annexe E (bromure de méthyle)	45
f) Groupe I de l'annexe C (HCFC)	45,3
Total	372,3
Année des données déclarées de mises en oeuvres du programme de pays :	2008
Somme approuvée pour les projets (\$ US) :	23 266 381
Somme décaissée (en date de mai 2009) (\$ US) :	20 230 753
SAO à éliminer (tonnes PAO) :	3 725,9
SAO éliminées (en date de 2009) (tonnes PAO) :	2 782,5

4. Sommaire des activités et des sommes approuvées par le Comité exécutif :

Sommaire des activités		Montants approuvés (\$ US)
a)	Projets d'investissement :	19 236 239
b)	Renforcement des institutions :	618 730
c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements :	3 411 412
	Total :	23 266 381

Rapport périodique

5. L'Unité nationale de l'ozone (UNO) fait partie de la Commission générale des affaires environnementales et elle est le point central des activités du Protocole de Montréal. Les programmes d'activités relatifs au Protocole de Montréal sont un élément de l'engagement de la République arabe syrienne envers l'élimination de la consommation de manière contrôlée et rentable. Il existe une coordination entre les agents de douane afin de mettre à exécution le système d'autorisation et ses exigences et procédures de conformité réglementaires. Des campagnes de sensibilisation du public ont été menées par le truchement de conférences, de discussions à la radio et à la télévision, et d'annonces dans les journaux. Le ministère tient régulièrement des discussions de travail sur les politiques techniques. L'UNO participe régulièrement aux réunions du réseau régional des agents de SAO et aux Réunions des Parties.

Plan d'action

6. L'UNO est le coeur de la structure de gestion des SAO. Il a été constitué en tant qu'organe spécialisé afin d'assurer l'exécution et le suivi de la stratégie d'élimination des SAO mise de l'avant dans le plan d'action du programme de pays. L'UNO a des contacts directs et réguliers avec les décideurs de la Commission générale des affaires environnementales, et a accès aux discussions fréquentes en matière de politiques techniques au niveau ministériel tenues dans le cadre régulier du travail. Les principaux objectifs de la prochaine période seront d'achever l'élimination finale des CFC et des halons, et d'entreprendre des activités en vue de l'élimination des HCFC en commençant par une étude sur la

consommation de HCFC afin d'avoir une base de référence. Durant cette période, l'UNO renforcera aussi le système d'autorisation et poursuivra ses activités de sensibilisation du public.

Turquie : Renouvellement du renforcement des institutions

Sommaire du projet et du profil du pays		
Agence d'exécution :		ONUDI
Sommes déjà approuvées pour le renforcement des institutions (\$ US) :		
Phase I : octobre 92		266 843
Phase II : décembre 00		200 000
Phase III : décembre 04		260 000
Total		726 843
Somme demandée pour le renouvellement (Phase IV) (\$ US) :		260 000
Somme recommandée pour le renouvellement (Phase IV) (\$ US) :		
Coûts d'appui d'agence (\$ US) :		
Coût total du renforcement des institutions (Phase IV) pour le Fonds multilatéral (\$ US) :		
Quantité équivalente de CFC éliminée en raison du renforcement des institutions (Phase IV) à \$ US12,1/kg (tonnes PAO) :		s.o.
Date d'approbation du programme de pays :		1990
Consommation de SAO déclarée dans le programme de pays (1990) (tonnes PAO) :		5 233,6
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :		
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne 1995-1997)		3 805,7
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne 1995-1997)		141
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)		105,1
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)		37,4
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)		479,7
Dernière consommation de SAO déclarée (2007) (tonnes PAO) en vertu de l'article 7 :		
a) Groupe I de l'annexe (CFC)		0
b) Groupe II de l'annexe A (halons)		14,3
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)		0
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme)		0
e) Annexe E (bromure de méthyle)		0
f) Groupe I de l'annexe C (HCFC)		922,9
Total		937,2
Année des données déclarées de mises en oeuvres du programme de pays :		2008
Somme approuvée pour les projets (\$ US) :		38 008 762
Somme décaissée (en date de mai 2009) (\$ US) :		34 806 164
SAO à éliminer (tonnes PAO) :		4 494,5
SAO éliminées (en date de mai 2009) (tonnes PAO) :		4 559,5

7. Sommaire des activités et des sommes approuvées par le Comité exécutif :

Sommaire des activités		Montants approuvés (\$US)
a)	Projets d'investissement :	33 935 566
b)	Renforcement des institutions :	726 843
c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements :	3 346 353
	Total :	38 008 762

Rapport périodique

8. La phase précédente du renforcement des institutions (RI) (Phase III) a été mise en oeuvre dans le pays par la Banque mondiale. Durant cette période, le pays a procédé à la formation d'agents de douane, fourni des trousseaux d'identification au bureau des douanes et dispensé de la formation en récupération et recyclage. La mise à exécution des règlements en matière de SAO, en particulier le système d'autorisation, a permis au pays de réaliser la conformité au Protocole de Montréal. C'est aussi pendant cette phase que les activités visant l'élimination du bromure de méthyle ont été ciblées, ce qui a renforcé le lien de l'UNO avec le ministère de l'Agriculture et permis de terminer la formation sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle. L'UNO a aussi poursuivi ses campagnes de sensibilisation du public au pays.

Plan d'action

9. Durant la phase demandée, qui sera mise en oeuvre par l'ONUDI, l'UNO, à titre d'unité d'opération du ministère de l'Environnement, travaillera en étroite collaboration avec les instances gouvernementales centrales et locales afin de coordonner le processus d'élimination des HCFC. La période 2009 – 2010 sera cruciale pour l'UNO, car on prévoit finaliser le PGEH 2010 et, par conséquent, le soutien en ce sens ne sera disponible que plus tard par le truchement du PGEH. Le travail supplémentaire visant à coordonner les activités de sensibilisation intégrées afin de pouvoir mettre en oeuvre une politique nette et précise visant le processus d'élimination des HCFC retient toute l'attention de l'UNO. En outre, pendant cette nouvelle phase, le pays poursuivra l'achèvement des activités nécessaires en vue de procéder à l'élimination finale des CFC et des halons, et d'assurer le soutien de cette phase au-delà de 2010. Pendant cette période, l'UNO renforcera l'exécution du système d'autorisation et poursuivra ses activités de sensibilisation du public.

Annexe II

POINTS DE VUE EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LES PROJETS DE RENOUVELLEMENT DU RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS PROPOSÉS À LA 58^e RÉUNION

Mexique

1. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Mexique et prend note avec reconnaissance que le Mexique a déclaré au Secrétariat de l'ozone des données qui démontrent sa conformité au Protocole de Montréal. Le Comité exécutif prend aussi note que les travaux en cours en matière de réglementation seront encore davantage mis en valeur par la mise en oeuvre du système de surveillance des SAO. Le Comité exécutif reconnaît aussi les réalisations du Mexique jusqu'à maintenant, lesquelles comprennent l'achèvement de plusieurs des activités de son plan national d'élimination. Il apprécie aussi le rôle de leadership joué par le Mexique dans le Réseau régional de l'ozone pour l'Amérique latine. Le Comité exécutif soutient fortement les efforts déployés par le Mexique pour réduire la consommation de CFC et pour mettre en oeuvre des mesures en rapport avec le plan de gestion de l'élimination des HCFC.

République arabe syrienne

2. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de la République arabe syrienne, et prend note avec reconnaissance que, dans le cadre du travail du projet de renforcement des institutions, la République arabe syrienne a pris des mesures importantes en vue de l'élimination de sa consommation de SAO, et en particulier en ce qui a trait au plan sectoriel national d'élimination visant le secteur de la fabrication d'équipements de réfrigération, en collaboration avec le PNUD et l'ONUDI, qui a mené à l'élimination des SAO dans ce secteur. Le Comité prend aussi note que la République arabe syrienne est un membre actif du Réseau régional de l'ozone pour l'Ouest de l'Asie. Le Comité exécutif espère donc sincèrement qu'au cours des deux prochaines années, la République arabe syrienne poursuivra avec un succès retentissant, la mise en oeuvre des activités de son programme de pays et des activités visant le PGEF afin d'éliminer complètement les CFC et de respecter les échéances pour les HCFC.

Turquie

3. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de la Turquie, et prend note avec reconnaissance des activités achevées pendant la période du projet de renforcement institutionnel (RI) qui a été mis en oeuvre par la Banque mondiale, en particulier des efforts déployés par le pays afin d'éliminer le bromure de méthyle et d'accroître la sensibilisation à ses solutions de remplacement. Le Comité exécutif est aussi encouragé par les efforts constants du pays visant à réduire sa consommation de CFC, et prend note du fait qu'il accordera la priorité au développement du projet pour les HCFC au cours de cette nouvelle phase. Le Comité exécutif soutient fortement les efforts déployés par la Syrie afin de réduire sa consommation de CFC. Le Comité exécutif espère donc que, au cours des deux prochaines années, le pays pourra soutenir l'élimination des CFC au-delà de 2010 avec un succès retentissant, et entreprendra dès que possible des activités en matière d'élimination des HCFC.



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

58th Executive Committee of the
Multilateral Fund for the Implementation
of the Montreal Protocol

UNIDO Work Programme

58th ExCom

UNIDO

Work Programme - 58th ExCom Revision 1 (19 May 2009)

Introduction

The UNIDO Work Programme for the consideration of the 58th ExCom of the Multilateral Fund has been prepared based on the ongoing and planned activities and following receipt of government requests. The Work Programme will support the implementation of UNIDO's three year Rolling Business Plan 2009-2011.

Focus has been put on preparatory activities for the phase-out of HCFCs in Article 5 countries.

The renewal of institutional strengthening support will be required for Mexico and Syria, in line with the UNIDO Rolling Business Plan 2009 - 2011. In addition, UNIDO received a request from the Government of Turkey, to submit an extension of the institutional strengthening project for a period of 2 years, in line with the approved 2009 Business Plan.

Furthermore, preparatory assistance is requested to assist Iraq to comply with the methyl bromide phase-out targets.

The document comprises the following sections:

Section 1

Gives in a tabulated form by project types and country a consolidated list of activities foreseen for HCFC, MeBr and institutional strengthening.

Funding is requested as follows:

- Institutional strengthening: US\$ 764,135 including 7.5% A.S.C.;
- Project preparation: US\$ 1,150,250 including 7.5% A.S.C.;
- Global Project on resource mobilization: US\$ 322,500 incl. 7.5 % ASC
- Total **US\$ 2,236,885** including A.S.C.

Section 2

Provides the corresponding project concepts indicating some details and funding requirements.

UNIDO

Work Programme - 58th ExCom
Revision 1 (19 May 2009)

Section 1

Consolidated table giving project
preparation and non-investment
projects in all countries and sectors

Country	Type	Substance	Title of Project	Requested amount USD	A.S.C USD	Total (incl ASC) USD	A.S .C. %	P. D.	Coop. with IAs
Institutional Strengthening									
Mexico	INS	all	Institutional Strengthening, Renewal.	247,000	18,525	265,525	7.5	24	
Turkey	INS	all	Institutional Strengthening, Renewal	260,000	19,500	279,500	7.5	24	
Syria	INS	all	Institutional Strengthening, Renewal	203,823	15,287	219,110	7.5	24	
			Institutional Strengthening Total	710,823	53,312	764,135			
MeBr project preparation									
Iraq	PRP	MBR	Fumigants	40,000	3,000	43,000	7.5	12	
			MeBr Total	40,000	3,000	43,000			
Project preparation for Investment HPMP Projects									
Iran	PRP	HCFC	Room air-conditioning and compressors	45,000	3,375	48,375	7.5	12	
Mexico	PRP	HCFC	Refrigeration manufacturing sector	150,000	11,250	161,250	7.5	12	
Mexico	PRP	HCFC	Solvent and aerosol sectors	100,000	7,500	107,500	7.5	12	
Nigeria	PRP	HCFC	Refrigeration manufacturing sector	50,000	3,750	53,750	7.5	12	
Syrian Arab Republic	PRP	HCFC	Refrigeration manufacturing	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
Thailand	PRP	HCFC	HCFC Investment Project Preparation - Air to Air Conditioning	65,000	4,875	69,875	7.5	12	
Thailand	PRP	HCFC	HCFC Investment Project Preparation - Solvent	20,000	1,500	21,500	7.5	12	
Thailand	PRP	HCFC	HCFC Investment Project Preparation - XPS Foam	45,000	3,375	48,375	7.5	12	
Tunisia	PRP	HCFC	PU Foam	65,000	4,875	69,875	7.5	12	
Turkey	PRP	HCFC	PU Foam sector	150,000	11,250	161,250	7.5	12	
Turkey	PRP	HCFC	Refrigeration manufacturing sector	150,000	11,250	161,250	7.5	12	
			HCFC INV-PRP TOTAL	900,000	67,500	967,500			
Additional funding for HPMP preparation (HPMP)									
Algeria	PRP	HCFC	Additional funding HPMP preparation	65,000	4,875	69,875	7.5	12	
Cameroon	PRP	HCFC	Additional funding HPMP preparation	65,000	4,875	69,875	7.5	12	
			Additional funding for HPMP - Total	130,000	9,750	139,750			
Technical Assistance for Funds Mobilization									
Global	TAS	SEV	Funds mobilization	300,000	22,500	322,500	7.5	12	

UNIDO

Work Programme - 58th ExCom
Revision 1 (19 May 2009)

Section 2

Project concepts

Project Concept

Country:	Mexico
Title:	Extension of Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Mexico
Project Duration:	24 months
Project Budget:	265,528 (including US\$ 18,528 representing 7.5% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	SEMARNAT (Environment and Natural Resources Ministry)

Project Summary

The project aims at **institutional strengthening and capacity building of the Environment and Natural Resources Ministry** and will ensure helping the Government meet its obligations under the Montreal Protocol on the substances that deplete the Ozone Layer.

In this context, the National Ozone Office will be assisted in monitoring and identification of Ozone-depleting substances consumption and up-dating the needed national policies and regulations, with a focus on HCFCs consumption.

The NOU will monitor all the project activities as per the Country Programme, including the collection of consumption data and reporting as required, with a specific view to HCFCs phase-out schedule for the Article 5 countries.

Project Concept

Country:	Turkey
Title:	Extension of Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Turkey
Project Duration:	24 months
Project Budget:	279,500 (including US\$ 19,500 representing 7.5% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	Ministry of Environment and Forestry of Turkey - National Ozone Unit

Project Summary

The project aims at **institutional strengthening and capacity building of the Ministry of Environment and Forestry of Turkey**, and will ensure helping the Government meet its obligations under the Montreal Protocol on the substances that deplete the Ozone Layer.

In this context, the National Ozone Office will be assisted in monitoring and identification of Ozone-depleting substances consumption and up-dating the needed national policies and regulations, with a focus on HCFCs consumption.

The NOU will monitor all the project activities as per the Country Programme, including the collection of consumption data and reporting as required, with a specific view to HCFCs phase-out schedule for the Article 5 countries.

Project Concept

Country: Syrian Arab Republic

Title: Extension of Institutional Strengthening Project for the Montreal Protocol related activities (Phase IV)

Project Duration: 24 months

Project Budget: 219,827 (including US\$ 15,827 representing 7.5% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: NOU /General Commission for Environmental Affairs

Project Summary

UNIDO received the official Government request from the General Commission for Environmental Affairs / NOU in Syria for the renewal of the institutional strengthening support for Syrian Arab Republic, Phase IV.

The project objective aims improved capacity of government structures responsible for Ozone Depleting Substances Phase-out with a specific view to achieve compliance to HCFCs phase-out.

The project will assure improved capacity of national OU, by allowing

- to achieve the 100 percentage phase-out of CFCs by January 2010
- to further assure sustainability of the 100 % phase-out of Halons, Carbon Tetrachloride and Methyl Chloroform through awareness programmes development
- to continue the implementation, monitoring and coordination of the MeBr phase-out activities and to ensure the compliance to Montreal Protocol targets
- to initiate the national HCFCs legislative measures to enable Syrian Arab Republic to meet the 2013 freeze target of HCFCs and the 2015 ten percent reduction of HCFCs by extending and improving the national monitoring system to cover HCFCs

Project Concept

Country: Iraq

Title: Elimination of controlled uses of MeBr (pre and post-harvest sector)

Project Duration: 12 months

Project Budget: 43,000 US\$ (including 7.5% Agency Support Cost)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environment

Project Summary

Iraq has requested assistance to UNIDO for the preparation of a project to address the complete phase out of the controlled uses use of Methyl Bromide in the country before 2015.

According to a survey recently conducted at the national level, the consumption of Methyl Bromide for controlled uses of the last three years was 14 ODP tonnes in 2006, 9.7 ODP tonnes in 2007 and 8.3 tonnes in 2008, representing an average consumption of 10.67 ODP tonnes.

Use of Methyl Bromide was detected in the post-harvest treatment of palm dates and in the fumigation of soils at the University level to prepare the soil for testing varieties and other chemical to be registered in the country. However, other sectors (in particular the post harvest treatment of commodities as well as small consumption in the production of vegetables) may be detected during the project preparation.

Project Concept

Country:	Islamic Republic of Iran
Title:	Preparation of HCFC phase out investment projects in the refrigeration and air-conditioning sector
Project Duration:	12 months
Project Budget:	48,375 US\$ (including 7.5% Agency Support Cost)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	Ministry of Environment

Project Summary

Preparation of HCFC phase out investment projects in the refrigeration and air-conditioning sector

Introduction

According to the HPMP preparation funding request breakdown prepared by UNDP as a leading agency UNIDO is requesting US\$ 45,000 for the preparation of HCFC phase out investment projects in the refrigeration and air conditioning manufacturing sector in Islamic Republic of Iran. The distribution of funds was agreed between the Government of Iran and UNDP.

UNIDO is in charge of the residential air-conditioning manufacturing sector as well as the compressor manufacturing sector.

Table below shows the estimated breakdown of HCFC consumption in manufacturing activities in the Refrigeration and Air Conditioning sector.

Sub-sector	HCFC Consumption (MT)
	HCFC-22
Domestic Refrigeration	NA
Commercial Refrigeration	290
Industrial Refrigeration	100
Residential/Commercial A/C	392
Industrial Air Conditioning/Chillers	105
Transport Refrigeration A/C	85
Total	972

2. HCFC Supply Scenario

Presently there is no production of HCFCs in Iran. There is also no information on prospective investments for future production of HCFCs in Iran. There are no exports or re-exports of HCFCs from Iran, except for small quantities across the Herat border with Afghanistan, which can be ignored. The main imports of HCFCs in Iran have been of HCFC-141b and HCFC-22. Annual imports from 1995 to 2005 are depicted graphically in Table below.

Year	Imports (metric tonnes)
1994	NA
1995	240
1996	200
1997	350
1998	370
1999	250

Year	Imports (metric tonnes)
2000	480
2001	1,478
2002	2,503
2003	1,276
2004	2,005
2005	2,114

3. HCFC Consumption

The HCFC consumption in Iran increased from 240 metric tonnes in 1995 to 2,114 metric tonnes in 2005. This shows an average annual growth rate in HCFC consumption of 24.3%. However, in the past five years, the consumption increased from 1,478 metric tonnes in 2001 to 2,114 metric tonnes in 2005, indicating a more steady growth rate of 7.4% annually. The total usage of HCFC-22 was 1,323 metric tonnes, of which 972 metric tonnes was used in manufacturing and 351 metric tonnes was used in servicing of refrigeration and air conditioning equipment.

Project Concept

Country: Mexico

Title: Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the refrigeration and air-conditioning manufacturing sector and in the solvent and aerosol sector

Project Duration: 12 months

Project Budget 1: 161,250 (including 7.5% Agency Support Costs) for the RAC sector

Project Budget 2: 107,500 (including 7.5% Agency Support Costs) for the solvents and aerosol sectors

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: SEMARNAT (National Ozone Unit)

Project Summary

Mexico had the third highest consumption of HCFCs as reported by Article 5 countries in 2007 (after China and Brazil). Mexico's 2007 Article 7 consumption of HCFCs amounted to 1,425 ODP tonnes. The growth of HCFC consumption in Mexico experienced a yearly increase of about 10 %.

In order to ensure that Mexico meets the 2013 and 2015 HCFC reduction targets urgent actions are required in all manufacturing sectors.

In the year 2008 Mexico's total HCFC consumption amounted to 14,634 metric tonnes (mt) of HCFCs. Out of this 3,850 mt was used in the refrigeration and A/C manufacturing sector as refrigerant and 4,200 mt as foaming agent. With respect to the solvents and aerosols, 260 mt of HCFC-22 and 695 mt of HCFC-141b were used in the manufacturing sector in 2008. UNIDO is requesting project preparation funding for the above mentioned sectors on behalf of the Government of Mexico. The funding requested is in line with the eligible funding level as stipulated in Decision 56/16.

Based on the reported consumption, Mexico is eligible for receiving US\$ 400,000 for the preparation of investment projects for the phase out of HCFCs in the manufacturing

sectors (to achieve the 2013 and 2015 control measures).

UNIDO is the lead implementing agency for the HPMP preparation of Mexico and is in charge of the refrigeration and air-conditioning manufacturing and the solvent and aerosol sectors.

The Government of Mexico requested UNIDO to submit project preparation requests for the sectors mentioned above. It was decided by the NOU that US\$ 150,000 would be requested for the refrigeration and AC manufacturing sector for UNIDO, US\$ 100,000 for the solvent and aerosol sector for UNIDO and US\$ 150,000 for the foam sector under UNDP's responsibility.

It was confirmed by the Government that there are dozens of companies manufacturing HCFC based equipment in the AC and refrigeration sectors and that about 5 to 7 per cent of the country's HCFC consumption is in the solvent and aerosol sectors, which would be one of the priority sectors for the achievement of the 2013 and 2015 HCFC control measures.

Sector strategies and investment projects will be prepared to help Mexico to achieve the 2013 and 2015 reduction targets in line with the priorities established in the HPMP.

Project Concept

Country: Nigeria

Title: Preparation of investment projects for the phase-out of HCFC-22 used in the manufacturing of refrigeration and air-conditioning equipment

Project Duration: 12 months

Project Budget: 53,750 (including 7.5% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Federal Ministry of Environment
(Ozone Unit)

Project Summary

Nigeria's reported HCFC consumption for the year 2007 was 96.0 ODP tonnes and thus, Nigeria is eligible for receiving US\$ 100,000 for the preparation of investment projects for the phase out of HCFCs in the manufacturing sector. UNDP received US\$ 50,000 at the 57th ExCom Meeting for the foam sector. It was agreed with UNDP and the Government that the remaining US\$ 50,000 would be allocated to the refrigeration and air-conditioning manufacturing sector under UNIDO's responsibility.

It was confirmed by the Government that there are dozens of companies manufacturing HCFC based equipment in the AC, commercial and domestic refrigeration sectors.

Funding will be used to prepare a strategy for the refrigeration and air-conditioning sector, which is in line with the HPMP under development. Investment projects will be prepared to help Nigeria to achieve the 2013 and 2015 reduction targets in line with the priorities established in the HPMP.

Project Concept

Country: Thailand

Title: Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the air-to-air AC sector, solvent sector and XPS foam sector

Project Duration: 12 months

Project Budget 1: US\$ 69,875 (incl. 7.5% Agency Support Costs) for the Air-to-Air AC sector

Project Budget 2: US\$ 21,500 (incl. 7.5% Agency Support Costs) for the solvent sector

Project Budget 3: US\$ 48,375 (incl. 7.5% Agency Support Costs) for the XPS foam sector

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: National Ozone Unit

Project Summary

Thailand's 2007 Article 7 consumption of HCFCs amounted to 873 ODP tonnes. With this, Thailand is one of the biggest HCFC consumers among Article 5 countries.

In order to ensure that Thailand meets the 2013 and 2015 HCFC reduction targets urgent actions are required in all manufacturing sectors.

Based on the reported consumption, Thailand is eligible for receiving US\$ 300,000 for the preparation of investment projects for the phase out of HCFCs in the manufacturing sectors (to achieve the 2013 and 2015 control measures).

Although the HCFC survey has not yet been completed, the Government estimated HCFC consumption in the different sectors. There are dozens of companies manufacturing HCFC based equipment in the AC and refrigeration sectors and the production of XPS foams has also shown a steady increase in the past years. More than 60 % of the HCFC consumption is in the refrigeration and A/C manufacturing sector. The use of HCFCs in the XPS foam sector is more than 200 tonnes, while the solvent sector's HCFC consumption is more difficult to estimate considering the number of small enterprises using HCFC-based solvents in different manufacturing sectors.

The World Bank is preparing the HPMP, while UNIDO and UNDP were assigned to prepare sector plans for phase-out activities.

The Government of Thailand requested UNIDO to submit funding requests for the preparation of sector plans for the following sectors:

- Air-to-air AC sector
- Solvent sector
- XPS foam sector

Furthermore, the Government of Thailand requested UNIDO that for the air-to-air air conditioning sector plan the implementation to be done by UNIDO under bilateral cooperation agreement with Japan. The preparation funds are requested by UNIDO, and in the meantime UNIDO is liaising with Japan to prepare a cooperation agreement for the investment activities.

Sector strategies and investment projects will be prepared to help Thailand to achieve the 2013 and 2015 reduction targets in line with the priorities established in the HPMP.

Project Concept

Country: Syria

Title: Preparation for the phase out the use of HCFC- 22 and HCFC- 141b in the production of chillers, cold rooms, commercial refrigerators and domestic A/C at Al Hafez Group Co.

Project Duration: 12 months

Project Budget: 64,500 (including 7.5% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environment (Ozone Unit)

Project Summary

The project will enable Syria meet with it's HCFCs phase out obligations of 2013 and 2015 by the elimination of 100 M tons of R-22 and 70 M tons of R-141b through the conversion to R-410a and R- 407c as refrigerants and CP as blowing agent.

Description:

The group consists of three plants located in the major cities in Syria, as following:

Al Hafez Mechanical Industries:

- Established in 1990 in Damascus city
- **Consumption: 35 M tons R-22 and 10 M tons R-141b**
- **Products:**
 - Chillers ranging from 2- 75 R tons (70 Units)
 - Package units ranging from 3- 30 R tons (25 Units)
 - Ducted split units ranging from 3- 15 R tons (100 Units)
 - Air handling units ranging of different capacities (50 Units)
 - Ice blocks lines ranging from 5- 25 tons/day (25 Units)

Al Waha factory for refrigerators and A/C:

- Established in 1985 in Homs city
- **Consumption: 25 M tons R-22 and 50 M tons R-141b**
- **Products:**
 - Split A/C Units ranging from 1- 5 R tons (15000 Units)
 - Prefabricated foam panels (125000 sq m)

Al Hafez Engineering Industries:

- Established in 1983 in Aleppo city
- **Consumption: 40 M tons R-22 and 10 M tons R-141b**
- **Products:**
 - Chillers ranging from 3- 300 R tons (200 Units)
 - Package units ranging from 5- 40 R tons (100 Units)
 - Ducted split units ranging from 3- 40 R tons (250 Units)
 - Air handling units ranging of different capacities (150 Units)
 - Ice blocks lines ranging from 5- 25 tons/day (25 Units)

Project Concept

Country: Tunisia

Title: Project preparation for the phase-out of HCFC-141b
in the Foam Production

Project Duration: 12 months

Project Budget: 64,500 (including 7.5% Agency Support
Costs of US\$ 3,000)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environment (MEDD) -
National Environment Protection
Agency

Project Summary

UNIDO received an official Government request for preparation sectoral foam project for the phase-out of approximately 8 MT of HCFC-141b in the PU Foam production in Tunisia

More than 10 companies for the production of rigid foam

About 5 companies polystyrene foam production

About 5 companies in the integral skin

Products:

- Rigid foams, EPS, integral skin

Project Concept

Country: Turkey

Title: Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the PU Foam sector and Refrigeration manufacturing sector

Project Duration: 12 months

Project Budget 1: US\$ 161,250 (incl. 7.5% Agency Support Costs) for the PU Foam sector

Project Budget 2: US\$ 161,250 (incl. 7.5% Agency Support Costs) for the Refrigeration manufacturing sector

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environment and Forestry of Turkey - National Ozone Unit

Project Summary

Turkey's 2007 Article 7 consumption of HCFCs amounted to 923 ODP tonnes. With this, Turkey is one of the biggest HCFC consumers among Article 5 countries.

In order to ensure that Turkey meets the 2013 and 2015 HCFC reduction targets urgent actions are required in all manufacturing sectors.

Based on the reported consumption, Turkey is eligible for receiving US\$ 300,000 for the preparation of investment projects for the phase out of HCFCs in the manufacturing sectors (to achieve the 2013 and 2015 control measures).

The UNIDO already initiated the preparation of the HPMP, while UNIDO was assigned to prepare sector plans for phase-out activities.

The Government of Turkey requested UNIDO to submit funding requests for the preparation of sector plans for the following sectors:

- PU Foam sector Air-to-air AC sector
- Refrigeration manufacturing sector

The priority needed for the above mentioned sub-sectors are supported by the Country Programme Progress implementation Reports for the years 2007 and the preliminary CP data for the year 2008, that shows the following sectoral consumption (in metric Tonnes) for the HCFCs manufacturing activities:

Annex C Group I	Foam		Refrigeration Manufacturing	
	2007	2008	2007	2008
HCFC-22	4.10		3961.42	3508.37
HCFC-141b	2562.16	2332.76	-	
<i>HCFC-142b/R22 blend</i>	5803.25	4560.71	-	
HCFC-123	-		28.60	
HCFCs Total Consumption	8369.51	6893.47	3993.31	3508.37

An assessment of the country consumption data shows that almost 90% of the HCFCs consumption in Turkey is used in the foams and refrigeration manufacturing sector and for this reason, sector strategic approach is critical in achieving the consumption reduction steps.

Sector strategies and investment projects will be prepared by UNIDO in cooperation with the Governmental institutions support, to enable Turkey to achieve the 2013 freeze as well as 2015 reduction target, in line with the priorities of the HPMP.

Project concept

Additional funding for HPMPs preparation

Country: Algeria, Cameroon

Title: Additional funding for HPMP preparation

Project Duration: 12 months

Project Budget Algeria: US\$ 69,875 (including 7.5% Agency Support Costs of US\$ 4,875)

Project Budget Cameroon: US\$ 69,875 (including 7.5% Agency Support Costs of US\$ 4,875)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: National Ozone Units

Project Summary

In response to Decision 56/16 UNIDO is submitting a request for additional funds for the HPMP preparation in Algeria and Cameroon.

Algeria and Cameroon received US\$ 85,000 each for HPMP preparation at the 55th ExCom Meeting based on the HCFC consumption reported at that time. Since Algeria and Cameroon have revised their data reporting concerning HCFC consumption in 2007, Algeria and Cameroon are eligible for US\$ 150,000 for HPMP preparation funding in line with ExCom Decision 56/16. In light of the above US\$ 65,000 plus support cost is requested as additional HPMP preparation funding for Algeria and for Cameroon.

Project Concept

Country: Global

Title: Mobilizing additional funds through the special facility under the MLF to count for the climate co benefits of the HCFCs phase out projects

Project Duration: 12 months

Project Budget: 322,500 (including 7.5% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Project Summary

Reference: the MLF facility for resource mobilization funding

This proposal has reference to the resource mobilization funding that UNIDO included in its business plan.

The proposal takes into account the discussions about the issue held in Montreal during the coordination meeting on 26-27 Jan. 09. Furthermore, the below considerations have been taken into account in developing this proposal:

- GEF provides funding for projects in the thematic areas of interest, such as those relating to the UNFCCC, UNBDC and UNDDC. Projects aiming at energy saving and increase the energy efficiency are usually funded.
- GEF operates through national Focal Points (NFP) within governments and in most cases the projects proponents or counterparts are governmental entities (Energy Ministry, Agricultural Ministry, transportation Ministry, etc).
- GEF has limited access/experience in working with individual companies in the private sector especially if they are SMEs.
- GEF confounding requirements made more complex for developing countries to fully benefit from the GEF. And this is more apparent when SMEs were concerned.
- MLF has the mandate to provide funding and assistance for covering the incremental costs relating to the ODS phase out.

- MLF and IAs have a long history of successful cooperation with A5 countries conversion projects at national and enterprise level (over than 5000) projects have been implemented so far). MLF has been successful in building partnership with A5 countries and in developing a good system to deal with big number of national and individual projects in a very smooth and cost effective manner.
- MLF has been successful in achieving remarkable results in the reduction of GHG emissions as a by-product of ODSs phase out projects. However, the generation of climate benefits is not mandated by the MP and therefore associated costs are not covered by MLF.
- Partnership between the GEF and MLF would serve the purposes of both bodies and make use of the strength of each other specifically in the HCFCs phase out era, taking into account the decisions of the MOP and ExCom to adopt alternatives that generate climate and environment co benefits where applicable.

Proposal:

To develop a concept and methodology to calculate the additional costs to be born by the MLF corresponding to the introduction of alternatives or practices that generate climate co benefits. Such additional costs are mostly related to the improvements of the energy performance during manufacturing and subsequently increased energy efficiency of equipments during operation. This is due to the fact that in the refrigeration and A/C equipment, the indirect emissions are dominant in most cases.

Such additional costs could be then covered by the GEF through a special facility at the MLF to allow for more approvals of phase out projects with co climate benefits without jeopardizing the limited funds under the current replenishment.

It is needless to mention that such additional costs will be definitely less compared to costs to be paid by GEF to achieve the same results through their current way of business to implement stand alone projects with the objective to increase the energy efficiency of production and equipments at a designated manufacturing facility (estimated at 15- 20% of the total project).

A conversion project funded by the MLF covers usually the remaining costs relating to activities that are required any way to enable manufacturing enterprises to improve their energy performance.

One should consider that in most developing countries, equipments manufacturers are not required to improve the energy efficiency of their products if it means additional

costs to be born by them either due to modification of process or materials costs. As savings generated due to increased energy efficiency would be usually beneficial to end-users and subsequently to developing countries governments due to reducing of required investments in power generation to meet the national growing demands.

UNIDO is therefore requesting 300,000 US\$ to workout the methodology and concept in collaboration with GEF and apply it to one of its pilot projects at PETRA Co. in Jordan.

The idea is to avoid the very complicated and lengthy procedure relating to the calculation of Co2 emission reductions and validating of CERs. The anticipated methodology should enable both UNIDO and GEF calculate the climate co benefits in an easy and straightforward manner and agree on the contribution to the special facility.

Similarly, UNIDO plans to use part of the above requested funds for developing a methodology for the calculation of climate co benefits (maybe in CERs form) resulted from the implementation of one of its pilot projects on proper environmental management and destruction of unwanted ODSs in A5 countries. The concept shall also streamline MLF funds with available funding from other institutions for similar activities (FAO funds for the proper management of unwanted chemicals: insecticides and pesticides).

The concepts and methodologies to be developed could be then used as model for replication with other similar activities and projects.

The application of the methodologies in two of UNIDO pilot projects is planned to apply in our HCFCs phase out project at Petra Co. in Jordan and on one of the management and destruction projects.

Cost breakdown (in US\$):

International Consultants	72,000
National Consultants	48,000
Travel	30,000
Equipment (for demonstration)	100,000
Management, monitoring and training	50,000
Total	300,000